2025 – 2026

Rapport Annuel

ACSEF
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry

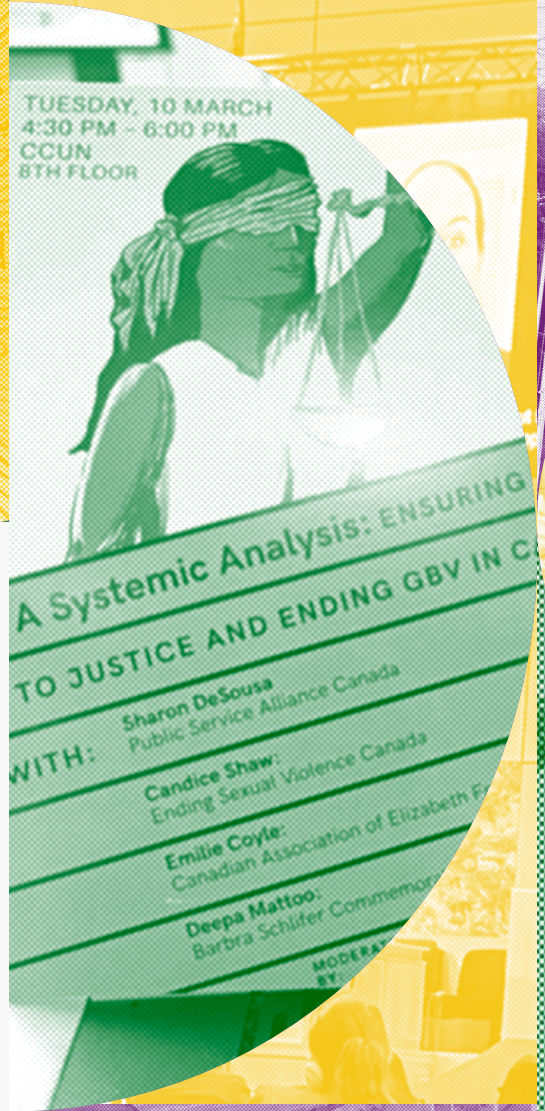






Table des Matières

3 Mot de la direction

4 Notre communauté, notre force

7 Lutter contre l'incarcération massive des femmes et des personnes de diverses identités de genre autochtones

13 Défense régionale des droits

19 Être là pour changer les choses

27 Le logement est un droit

30 La recherche au service du changement

34 La force des partenariats

39 ANNEXE : Conditions de détention

MOT DE LA DIRECTION

Nous souhaitons commencer par remercier toutes les personnes qui font partie de notre réseau, ainsi que celles qui le soutiennent de l'extérieur. Chacune des réalisations présentées dans ce rapport est le fruit d'efforts collectifs et communautaires qui nous permettent d'apporter des changements systémiques à l'échelle nationale. Nous faisons le bilan de la dernière année avec une profonde gratitude envers nos Sociétés membres, nos bénévoles, les personnes avec savoirs expérientiels, les étudiant(e)s, les membres du conseil d'administration, notre équipe, nos partenaires, nos bailleurs de fonds et toutes les personnes qui nous soutiennent. Notre réseau crée des communautés de soutien qui donnent davantage accès à la dignité, à la justice, à l'appartenance et aux soins, et qui peuvent faire face aux défis sociopolitiques complexes d'aujourd'hui.

Cette année a été marquée par la croissance et l'action collective. Partout au Canada et à l'international, l'ACSEF et ses sociétés membres ont porté dans les lieux de décision les dures réalités auxquelles sont confrontées les femmes et les personnes de diverses identités de genre criminalisées et incarcérées, tout en renforçant des structures qui leur permettent de s'épanouir. Ensemble, nous avons accru nos capacités, approfondi les relations au sein du réseau Elizabeth Fry et fait progresser les discussions sur les droits de la personne, le logement, la violence fondée sur le genre et le délestage des prisons.

Un fil conducteur a traversé une grande partie de notre travail cette année : notre volonté d'agir sur les causes de la criminalisation plutôt que sur ses conséquences. Qu'il s'agisse de défendre le droit au logement, de dénoncer les conditions de détention, de participer à des processus internationaux relatifs aux droits de la personne ou de soutenir des programmes, des services, des initiatives et des travaux de recherches dirigés par les communautés, nous avons constamment promu le message suivant : les personnes s'épanouissent lorsqu'elles sont soutenues, entourées et valorisées.

Cette année a également marqué une étape importante pour l'ACSEF : la mise en œuvre de notre modèle de codirection générale. Ancré dans des valeurs féministes de leadership partagé, de collaboration, de confiance et de soins collectifs, ce modèle s'est développé au fil d'un processus itératif dont nous sommes extrêmement fières. Nous sommes également profondément reconnaissantes de la créativité, de la résilience et de la capacité qu'il a permis à notre organisation de mobiliser afin d'adopter des approches solides, adaptables et ambitieuses visant à faire disparaître progressivement les prisons, tout en soutenant la création de communautés fortes et disposant de ressources suffisantes pour toutes et tous. Alors que de nombreuses organisations peinent à assurer la relève de leur direction et font face à des taux élevés d'épuisement professionnel parmi les personnes en poste de direction, nous nous appuyons sur la force et le soutien que nous nous apportons mutuellement, et que nous apportons à notre équipe nationale et à l'ensemble de notre réseau.

Nous célébrons également d'importantes réalisations dans l'ensemble de notre réseau. Notre assemblée générale annuelle et notre rassemblement du réseau à Chilliwack, en Colombie-Britannique, sur les terres non cédées des peuples salish de la côte Stó:lō, nous ont permis de nous retrouver autour de l'art et de la communauté afin de renforcer nos relations et de renouveler notre vision collective. Notre nouveau centre de recherche, le CRPOI, a poursuivi sa remarquable croissance et offert de nouvelles possibilités de leadership en recherche aux communautés ayant vécu la criminalisation. Les équipe de défense régionale des droits continuent d'accroître leurs capacités et leur force stratégique : elles nous aident à renforcer le pouvoir d'agir des femmes et des personnes de diverses identités de genre pendant leur détention et à représenter leurs expériences sur la scène nationale afin de faire progresser des solutions systémiques, notamment lorsque nous témoignons devant des comités parlementaires, participons à des litiges importants, avons recours à des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de la personne et sensibilisons le public afin de contrer les discours nuisibles sur l'incarcération au Canada.

Nous terminons cette année inspirées par tout ce que nous avons construit ensemble, solidement ancrées et prêtes à entreprendre l'immense travail qui nous attend.



NYKI KISH et EMILIE COYLE
Codirectrices générales de l'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry



KELLY POTVIN
Présidente du conseil d'administration de l'ACSEF

notre communauté *notre force*

DÉCLARATION D'INTENTION

L'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry (ACSEF) s'efforce de remédier à la déshumanisation et à l'exclusion sociale persistantes des femmes et des personnes de diverses identités de genre criminalisées.

VISION

Un monde sans prisons, avec des communautés solides disposant de ressources suffisantes.





Notre équipe nationale

Par ordre alphabétique de prénom. Exercice financier 2025-2026

ÉQUIPE

Brianna Bourassa, coordinatrice régionale, défenseuse principale des droits, équipe régionale du Pacifique et du Nord

Carla Devlin, Chercheur principal et coordinateur de projet, Making the Link

Chafia Touati & Elizabeth Venczel, Adjointes administratives

Chanelle Lajoie, support pour le défense des droits, équipe régionale des Prairies, Prairies Regional Advocacy Team

Emilie Coyle, Codirectrice générale

Fiona Traynor & Shelby Thompson, défenseuses principale des droits, équipe régionale de l'Atlantique

Jackie Omstead, Défenseuse des droits principale

Patrick Falle, Coordinateur du CRPOI

Tise Ogunleye, défenseuse des droit, équipe régionale de l'Ontario

Kelsey Timler, boursière postdoctorale, responsable du développement du CRPOI

Nyki Kish, Codirectrice générale

Sheri Pranteau, consultante

Yvonne Johnson, consultante

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aleksandra Zajko

Alison Aho

Chantal Banman

Debbie Carriere

Jennifer Murphy

Kassandra Churcher

Kelly Potvin

Lindsay Martin

Megan Rutherford

Micki Materi

Nancy Martel

Wanda Gabriel

Member Societies



ATLANTIC
- Elizabeth Fry New Brunswick
- Elizabeth Fry Society of Cape Breton
- Elizabeth Fry Society of Mainland Nova Scotia

QUEBEC
- Société Elizabeth Fry Quebec

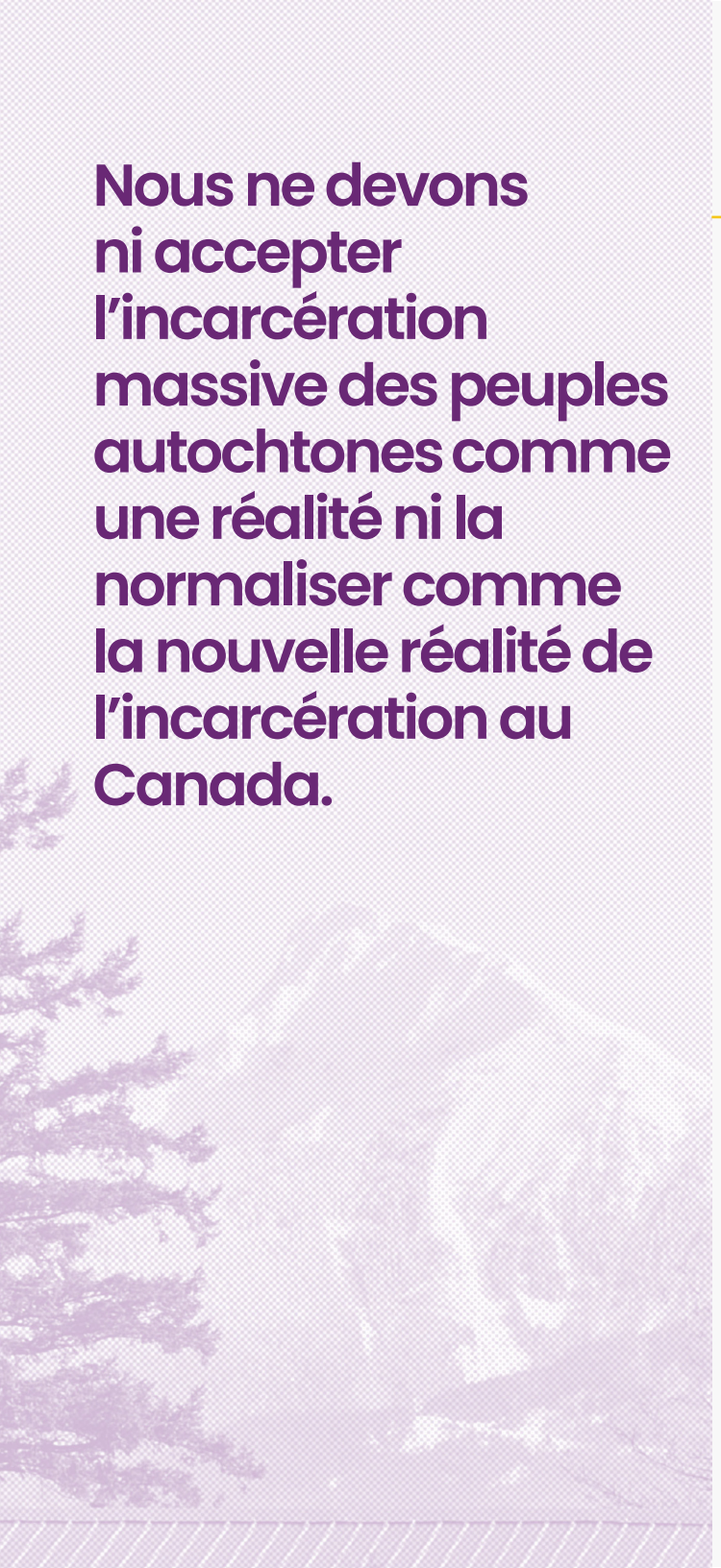
ONTARIO
- Elizabeth Fry Society of Ottawa
- Elizabeth Fry Society of Peterborough
- Elizabeth Fry Toronto
- Elizabeth Fry Simcoe Muskoka
- Elizabeth Fry Hope and Help
- Elizabeth Fry Society of Northeastern Ontario
- Elizabeth Fry Society of Northwestern Ontario
- Elizabeth Fry Kingston

PRAIRIES
- Elizabeth Fry Manitoba
- Elizabeth Fry Society of Saskatchewan
- Elizabeth Fry Society of Calgary
- Elizabeth Fry Society of Northern Alberta

PACIFIC
- Kamloops & District Elizabeth Fry Society
- Prince George and District Elizabeth Fry Society
- Central Okanagan Elizabeth Fry Society
- Elizabeth Fry Society of Greater Vancouver
- The South Cariboo Elizabeth Fry Society
- Archway Society

REGIONAL COUNCILS
- Council of Elizabeth Fry Societies of Ontario (CEFSO)
- Alberta, Saskatchewan, Manitoba Elizabeth Fry Societies (ASMEFS)
- Pacific Elizabeth Fry Societies (PREFS)

Nous ne devons ni accepter l'incarcération massive des peuples autochtones comme une réalité ni la normaliser comme la nouvelle réalité de l'incarcération au Canada.



Lutter contre l'incarcération massive des femmes et des personnes de diverses identités de genre autochtones

L'incarcération massive persistante des femmes et des personnes de diverses identités de genre autochtones dans les prisons canadiennes – elles représentent plus de la moitié des personnes purgeant une peine fédérale dans les établissements dits pour femmes – constitue une crise inacceptable en matière de droits de la personne et témoigne de l'héritage dévastateur du colonialisme de peuplement. Cette année, la volonté de s'attaquer à cette grave atteinte aux droits de la personne et de contribuer à des solutions a délibérément traversé toutes les priorités de l'ACSEF, et continuera de le faire.

Nous nous sommes efforcées de soutenir, à titre d'organisation alliée, de nombreux efforts de délestage des prisons menés par des programmes, organismes et initiatives autochtones, tout en travaillant à remédier aux conditions de détention des femmes et des personnes de diverses identités de genre autochtones, ainsi qu'à mettre en œuvre des stratégies juridiques systémiques. L'une des priorités transversales de ce travail consiste à soutenir la mobilisation des communautés de femmes et de personnes de diverses identités de genre autochtones directement touchées, en élaborant des solutions à leurs côtés.

Voici quelques faits saillants relatifs à cette importante priorité, qui traverse toutes les facettes de notre travail:

Making The Link

Repérer et soutenir les survivantes de la rafle des années 1960 purgeant une peine fédérale

Making the Link est un projet généreusement financé par la National Sixties Scoop Healing Foundation of Canada.

L'équipe du projet cherche à repérer les survivantes de la rafle des années 1960 et leurs descendantes qui purgent une peine dans les pénitenciers fédéraux dits pour femmes ou qui sont en liberté sous condition. Ensemble, les membres de l'équipe recueillent des renseignements inédits sur le nombre de survivantes de la rafle des années 1960 et leurs descendantes purgeant une peine fédérale dans des pénitenciers dits pour femmes, tout en créant des liens entre ces personnes et des organismes communautaires qui offrent du soutien lié à la rafle des années 1960.

Une équipe dirigée par des survivantes

Au cours de la période visée par le rapport, les membres de Making the Link ont consolidé leur équipe et conçu un programme ancré dans la culture et guidé par la communauté. Cette équipe autochtone dirigée par des survivantes comprend des victimes de la rafle des années 1960 et des personnes touchées de façon intergénérationnelle par les pensionnats, des femmes ayant purgé une peine fédérale, des travailleuses sociales et des professionnelles de la santé mentale autochtones, des praticiennes de la justice transformatrice, une personne bispirituelle ainsi qu'une Aînée et gardienne du savoir. Quatre des femmes des Premières Nations qui composent cette équipe de six personnes ont vécu l'incarcération fédérale.

Carla Devlin — Coordinatrice principale du projet
Louella Tobias — Aînée et gardienne du savoir du projet
Latasha Wilson — Conseillère du projet
Sheri Pranteau — Conseillère du projet
Kris MacMillan — Conseillère du projet

EXPÉRIENCE



Notre équipe cumule des dizaines d'années d'expérience dans la promotion de la justice sociale par la défense directe des droits et selon une approche ancrée dans la guérison, l'autonomisation et le renforcement des communautés. Nous sommes résolument aux côtés des personnes qui ont été ignorées, réduites au silence ou mises à l'écart.

CULTURE



Comme équipe, nous portons une sagesse commune façonnée par nos expériences de personnes ayant survécu à l'incarcération, l'oppression coloniale, les traumatismes intergénérationnels et les répercussions de la rafle des années 1960.

PARCOURS PERSONNELS



Notre équipe s'appuie sur une profonde compréhension issue du vécu et fondée sur des enseignements et des traditions uniques, qui nous permet de créer des espaces sûrs et respectueux où les personnes participantes sont vues, entendues et soutenues dans le partage de leurs expériences.

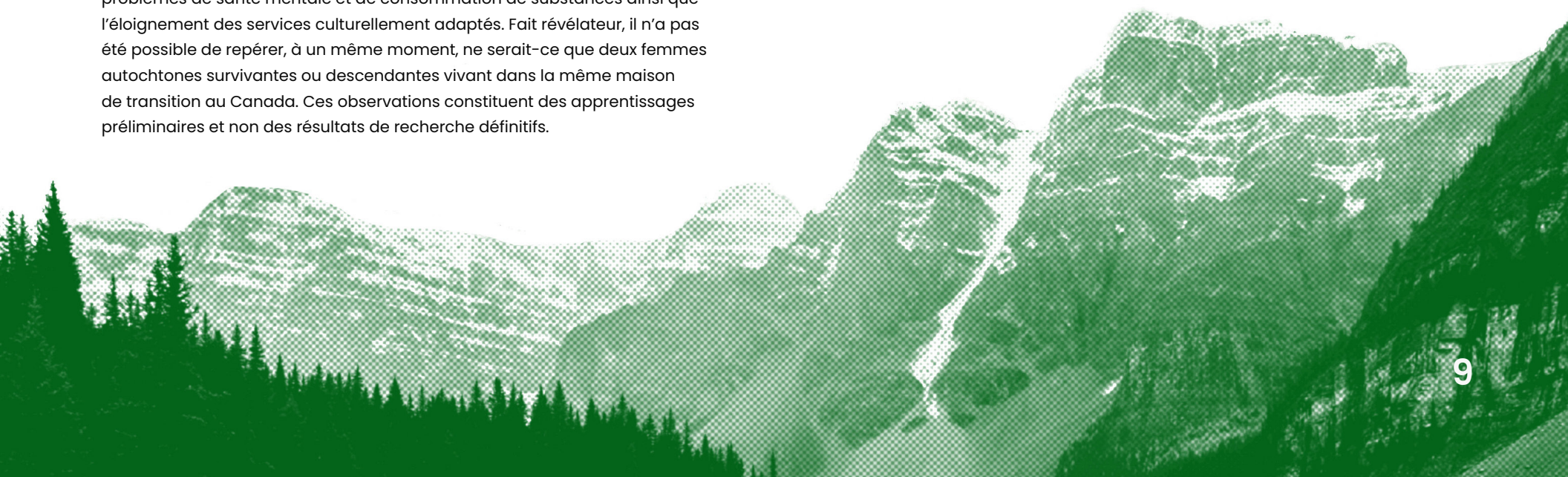
JETER LES BASES

Le travail préparatoire a notamment consisté à établir des relations au sein de l'équipe du projet et à élaborer un cadre de fonctionnement fondé sur les soins et la reddition de comptes; à créer des sondages, des processus de consentement et des cadres pour les groupes de discussion au moyen de méthodes fondées sur les arts; à préparer des trousses de bien-être et des cadeaux pour les personnes participantes; ainsi qu'à cerner les enjeux émergents et les solutions appropriées. Toutes les activités du projet ont été élaborées selon des approches tenant compte des traumatismes, ancrées dans la culture et dirigées par la communauté, conformément à l'éthique des communautés autochtones.

Un vaste travail de sensibilisation a été mené à l'échelle nationale auprès de maisons de transition, d'organisations autochtones, de refuges, de services de proximité et d'autres partenaires communautaires. Ces démarches ont fourni de premiers éclairages sur les importants obstacles systémiques rencontrés par les survivantes et leurs descendantes, notamment la difficulté de retrouver les survivantes après leur libération, la faible représentation autochtone dans les établissements résidentiels communautaires, l'instabilité résidentielle, les problèmes de santé mentale et de consommation de substances ainsi que l'éloignement des services culturellement adaptés. Fait révélateur, il n'a pas été possible de repérer, à un même moment, ne serait-ce que deux femmes autochtones survivantes ou descendantes vivant dans la même maison de transition au Canada. Ces observations constituent des apprentissages préliminaires et non des résultats de recherche définitifs.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Les résultats seront communiqués directement aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre autochtones actuellement ou anciennement incarcérées dans le système fédéral, au moyen de ressources accessibles destinées expressément aux personnes survivantes et distribuées dans les sites participants grâce aux réseaux établis de l'ACSEF. Les résultats anonymisés seront également transmis aux organisations qui viennent en aide aux personnes touchées par la rafle des années 1960 afin de favoriser la mobilisation des connaissances, de renforcer les réponses communautaires et de veiller à ce que les retombées du projet reviennent aux communautés dont proviennent ces savoirs. L'équipe du projet planifie également de faire des présentations et de créer des ressources à l'échelle nationale, ainsi que d'élaborer un plan de recherche permettant d'étendre le travail aux pénitenciers dits pour hommes.



À la cour suprême



Meaghan Daniel
AVOCAT POUR ACSEF



Jessica Rose
AVOCAT POUR ACSEF

LE SAVIEZ-VOUS?

La violence fondée sur le genre et l'incarcération massive des femmes autochtones ne sont pas deux crises distinctes : devant les tribunaux comme aux Nations Unies, l'ACSEF soutient qu'elles prennent toutes deux racine dans une même cause profonde, le colonialisme de peuplement.

R. C. COPE

Les avocates Meaghan Daniel et Jessica Rose ont représenté l'ACSEF devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire R. c. Cope. L'ACSEF est intervenue parce que l'interprétation par la Couronne des dispositions relatives à la détermination de la peine de l'article 718 du Code criminel – dispositions conçues pour protéger les femmes autochtones et leurs communautés – risque de criminaliser excessivement ces mêmes femmes autochtones que la loi vise à protéger.

Ces dispositions répondent aux crises persistantes de l'incarcération massive et de la violence fondée sur le genre auxquelles sont confrontées les femmes et les filles autochtones, deux manifestations d'une même cause profonde : le colonialisme de peuplement. L'ACSEF a soutenu que la Cour devait rejeter le faux choix entre la protection des femmes autochtones et la réduction de l'incarcération excessive des hommes autochtones – les préjudices au sein des communautés ne se répartissent pas clairement selon le genre. L'incarcération ne guérit pas : elle perpétue les préjudices coloniaux en rompant les liens avec la communauté, le territoire et les responsabilités.

Contrôle judiciaire devant la cour fédérale

Kate Engel, Avocat pour ACSEF



"CSC [knows] that the maximum-security unit at EIFW is not designed to adequately control temperatures within a safe and habitable range. As a result, the incarcerated people in the secure unit — the majority of whom are Indigenous — are made to endure excessively hot and cold temperatures that are inescapable, and that CAEFS views as inhumane."

CONDITIONS À L'EEF

Le 16 avril 2024, l'ACSEF a déposé une demande auprès de la Cour fédérale en vertu de l'article 18.1 de la Loi sur les Cours fédérales, contestant la légalité du refus du Service correctionnel du Canada de respecter son obligation légale de garantir des conditions de vie sécuritaires et salubres à l'Établissement d'Edmonton pour femmes (EEF), conformément à l'article 70 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition.

Depuis au moins 2006, le SCC sait que l'unité à sécurité maximale de l'EEF n'est pas conçue pour maintenir les températures dans une plage sécuritaire et habitable. Les personnes incarcérées dans l'unité de garde en milieu fermé – dont la majorité sont autochtones – sont donc contraintes de subir des températures excessivement chaudes ou froides auxquelles elles ne peuvent se soustraire et que l'ACSEF juge inhumaines. Depuis bien plus de dix ans, l'ACSEF et les personnes incarcérées signalent ces conditions au SCC. Malgré ces démarches, le SCC n'a pas pris de mesures suffisantes pour y mettre fin, et l'ACSEF soutient qu'il a toléré des conditions connues pour causer des préjudices physiques et psychologiques à certaines des personnes les plus vulnérables de la société canadienne. La demande a été plaidée devant la Cour fédérale le 11 juin 2025 par l'avocate de l'ACSEF, Kate Engel, du cabinet Taylor Janis LLP.

Comparutions devant des comités



Chaque année, l'ACSEF présente des mémoires à des comités de la Chambre des communes et du Sénat sur divers sujets, notamment de nouveaux projets de loi. L'ACSEF présente également ses travaux et ses analyses à des partenaires et à d'autres personnes intéressées par son travail. Deux exemples de cette année sont présentés ci-dessous.

Ces deux comparutions témoignent de l'engagement de l'ACSEF à faire en sorte que la prise de décision parlementaire soit éclairée à la fois par la recherche et par les savoirs expérientiels. À une époque où les débats publics sur la criminalité et la sécurité sont de plus en plus polarisés, nous avons continué à défendre des politiques fondées sur des données probantes, adaptées aux réalités des communautés marginalisées et conformes aux obligations en matière de droits de la personne.

PRÉSENTATION AU SÉNAT SUR LE PROJET DE LOI S-205, « LOI DE TONA »

En novembre 2025, l'ACSEF a comparu devant le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles pour appuyer le projet de loi S-205 (la « loi de Tona »), une importante initiative visant à renforcer la surveillance, la reddition de comptes et les protections au sein du système correctionnel fédéral canadien.

S'appuyant sur les expériences des femmes et des personnes de diverses identités de genre incarcérées dans le système fédéral, l'ACSEF a mis en lumière les préjudices persistants causés par l'isolement et souligné la nécessité de garanties concrètes permettant de faire respecter les droits de la personne dans les pénitenciers fédéraux. Nous avons accueilli favorablement les efforts du projet de loi visant à accroître la reddition de comptes et à favoriser des approches plus humaines au sein du système correctionnel.

RÉFORME DE LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CAUTION ET DE LA DÉTERMINATION DE LA PEINE

En octobre 2025, l'ACSEF a comparu devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes dans le cadre de son étude du système canadien de mise en liberté sous caution, des pratiques de détermination de la peine et des réponses aux récidives violentes. Nyki Kish, codirectrice générale de l'ACSEF, a livré un témoignage s'appuyant sur les décennies d'expérience de l'ACSEF aux côtés de femmes et de personnes de diverses identités de genre criminalisées, ainsi que sur son engagement de longue date en faveur de politiques judiciaires fondées sur des données probantes.

Notre mémoire insistait sur l'importance d'aborder la sécurité publique au moyen de la prévention, des soutiens communautaires, du logement, des services de santé mentale et d'une réinsertion efficace, plutôt que de miser uniquement sur des réponses de plus en plus punitives. L'ACSEF a souligné que les femmes et les personnes de diverses identités de genre criminalisées ont souvent survécu à la violence, à la pauvreté, à l'itinérance et à la discrimination systémique, et que toute réforme visant à améliorer la sécurité et à réduire les préjudices doit tenir compte de ces réalités.



Défense régionale des droits

Accroître l'accès à la justice et surveiller les conditions de détention des femmes et des personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale au Canada

Le Programme de défense régionale des droits de l'ACSEF vise à accroître l'accès à la justice et à surveiller les conditions de détention des femmes et des personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale partout au Canada. Nous aidons les personnes incarcérées à mieux connaître leurs droits juridiques et leurs droits de la personne et à se doter d'outils et de ressources connexes; nous défendons les droits des femmes et des personnes de diverses identités de genre qui doivent s'orienter dans des systèmes juridiques et administratifs complexes; et nous surveillons les conditions dans les pénitenciers fédéraux en consignant les problèmes systémiques et en favorisant la reddition de comptes.

« L'ACSEF joue un rôle essentiel à la fois dans la vie des personnes actuellement incarcérées et dans la compréhension par le public canadien des violations des droits de la personne dans les prisons. »

—
DÉFENSEUSE RÉGIONALE DES DROITS BÉNÉVOLE, ÉQUIPE RÉGIONALE DE L'ATLANTIQUE

EN BREF

Le programme est mis en œuvre par quatre équipes régionales de défense des droits – Pacifique, Prairies, Ontario et Atlantique – avec la collaboration du Québec. Ces équipes réunissent des membres du personnel de l'ACSEF, des défenseur(-euse)s des pair(e)s, des bénévoles, des membres du personnel des Sociétés Elizabeth Fry locales, d'ancien(ne)s défenseur(-euse)s des pair(e)s et des membres de la communauté aux parcours diversifiés.

1.

Des visites mensuelles de défense des droits à l'Établissement de la vallée du Fraser, à l'Établissement d'Edmonton pour femmes, à l'Établissement Grand Valley et à l'Établissement Nova pour femmes, avec un soutien virtuel au Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci et une présence constante à l'Établissement Joliette pour femmes grâce au partenariat avec la Société Elizabeth Fry du Québec.

2.

Une ligne téléphonique nationale de défense des droits, avec un numéro sans frais permettant aux personnes incarcérées de communiquer avec des défenseur(-euse)s des droits.

3.

Des rencontres régulières avec les équipes de direction des pénitenciers pour traiter de problèmes systémiques.

4.

Des lettres mensuelles de défense des droits publiées afin de consigner les problèmes systémiques, les recommandations et les réponses des établissements.

5.

En plus des visites mensuelles dans les établissements, l'ACSEF communique avec les femmes et les personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale au moyen de lignes téléphoniques de défense des droits, de rencontres virtuelles, de séances d'accueil en soirée et d'un soutien continu aux initiatives dirigées par des pair(e)s dans les pénitenciers.



« Je garde en mémoire les petites victoires : le moment où un peu de défense des droits permet de faire tomber un obstacle aux visites familiales ou aux rendez-vous dentaires. Même le simple fait d'aller chercher des viennoiseries ou des collations à partager ressemble à un geste bienveillant, à une façon de créer du lien. »

— DÉFENSEUSE RÉGIONALE DES DROITS BÉNÉVOLE, RÉGION DE L'ONTARIO

L'année en chiffres







Au cours de l'exercice financier 2025-2026, les équipes régionales de défense des droits de l'ACSEF ont effectué 46 visites de défense des droits dans les pénitenciers fédéraux dits pour femmes et produit 44 lettres de défense systémique des droits consignant les conditions de détention. Le nombre de visites est demeuré relativement stable par rapport à l'année précédente, tandis que le nombre de lettres de défense des droits a augmenté de 26 %, renforçant le dossier de preuve sur les conditions vécues par les femmes et les personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale.

Chaque visite de défense des droits représente environ 18 heures d'échanges directs avec les personnes incarcérées, les comités de pair(e)s et les représentant(e)s des établissements. Ensemble, les équipes régionales de défense des droits passent plus de 70 heures par mois dans les pénitenciers fédéraux, où elles offrent du soutien en matière de défense des droits, de l'éducation juridique, une surveillance indépendante des conditions de détention et un appui à la création de structures durables de défense des droits.

« Quand on fait ce travail, on voit les changements positifs dans de petits moments essentiels : quand une personne finit par obtenir la ressource précise qu'on lui refusait, ou simplement quand on voit le soulagement sur le visage d'une personne qui réalise qu'on est réellement de son côté, qu'on l'écoute et qu'on se bat pour elle. »

— DÉFENSEUSE RÉGIONALE DES DROITS BÉNÉVOLE, ÉQUIPE RÉGIONALE DES PRAIRIES

Bénévoles : renforcer la défense communautaire des droits

Le succès du Programme de défense régionale des droits repose sur l'engagement de bénévoles partout au pays. Au cours de l'année, les bénévoles ont consacré près de 200 heures par mois aux efforts de défense des droits, notamment en participant aux visites, en répondant à la ligne téléphonique de défense des droits, en donnant suite à des demandes individuelles de soutien, en créant des ressources écrites et en contribuant aux lettres de défense systémique des droits.

C'est avec grand plaisir que nous avons accueilli de nouvelles personnes bénévoles au sein de nos équipes cette année, tout en maintenant un fort taux de rétention. Beaucoup de membres de nos équipes régionales de défense des droits participent à ce travail depuis plus de trois ans et y apportent une expertise, une continuité et une connaissance des établissements précieuses. Nos bénévoles mettent à contribution des expériences et des points de vue diversifiés : personnes avec savoirs expérientiels, chercheur(-euse)s, étudiant(e)s, juristes, professionnel(le)s de la santé, activistes communautaires et ancien(ne)s défenseur(-euse)s des pair(e)s.

Défense des droits par les pair(e)s

Cette année, l'ACSEF a offert des formations en défense des droits par les pair(e)s à l'Établissement de la vallée du Fraser et au Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci. Ces formations aident les personnes incarcérées à acquérir des compétences en défense des droits, à comprendre leurs droits, à s'orienter dans les processus institutionnels et à renforcer le soutien mutuel au sein des pénitenciers fédéraux. La fonction de défenseur(-euse) des pair(e)s est un emploi reconnu par le Service correctionnel du Canada, et plus de 15 femmes et personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale occupent actuellement ce poste.

Les défenseur(-euse)s des pair(e)s continuent de jouer un rôle important en fournissant aux personnes incarcérées de l'information, des ressources et du soutien, en plus de contribuer à repérer les problèmes systémiques qui touchent leurs communautés.

ÉTUDIANT(E)S

En 2025-2026, l'ACSEF a continué d'offrir des possibilités d'apprentissage expérientiel aux étudiant(e)s qui s'intéressent à la défense des droits, aux droits de la personne, au droit, à la criminologie, au travail social et à la justice communautaire. Cette année, nous avons accueilli deux stagiaires du programme Étudiant(e)s Pro Bono du Canada de l'Université Thompson Rivers, deux stagiaires de l'Université d'Ottawa et une de l'Université de l'Alberta. Dans le cadre de leurs stages à l'ACSEF, les étudiant(e)s participent directement à des initiatives de défense des droits, à des recherches systémiques, à des analyses juridiques et des examens de politiques, ainsi qu'à l'étude des réalités vécues par les femmes et les personnes de diverses identités de genre incarcérées dans le système fédéral.

« J'ai eu envie de devenir défenseuse des droits très tôt, dès ma première année d'incarcération. Au cours de ces premiers mois, j'avais vu et vécu des choses assez horribles et, même si je ne croyais pas mériter mieux, je savais que les femmes avec qui je purgeais ma peine méritaient mieux. »

– Défenseuse des pair(e)s



DÉFENSE RÉGIONALE DES DROITS

DÉFENSEUSES PRINCIPALES DES DROITS : ASSURER LA PÉRENNITÉ DE LA DÉFENSE RÉGIONALE DES DROITS

Le Programme de défense régionale des droits de l'ACSEF est coordonné par une équipe de défenseuses principales des droits membres du personnel de l'ACSEF, qui assurent le leadership, la formation, le mentorat et l'orientation stratégique dans les différentes régions. Elles coordonnent les visites de défense des droits, soutiennent les bénévoles et les défenseur(-euse)s des pair(e)s, répondent aux demandes individuelles de défense des droits, rédigent les lettres de défense systémique des droits, animent les rencontres avec la direction des établissements et contribuent aux initiatives nationales en matière de politiques et de défense des droits.

RÉALISATIONS DE L'ANNÉE

La défense des droits a contribué à améliorer les contacts familiaux. À l'Établissement d'Edmonton pour femmes, l'unité de visites familiales privées a rouvert pour la première fois depuis 2018.

L'accès aux programmes dans les secteurs à sécurité maximale s'est amélioré. À l'Établissement d'Edmonton pour femmes, des programmes correctionnels ont été offerts dans l'unité à sécurité maximale pour la première fois depuis environ dix ans.

La représentation par les pair(e)s a été renforcée, de même que le partage des connaissances. À l'Établissement de la vallée du Fraser, une représentante de l'unité à sécurité maximale a été embauchée pour la première fois dans le comité des détenues.

Le compte rendu complet de ce que nous avons entendu cette année, de nos réponses et des améliorations qui ont suivi se trouve à l'annexe A : Conditions de détention.

« Je crois que la constance de notre présence dans les pénitenciers fédéraux dits pour femmes – rendue possible par notre structure –, combinée à la clarté de nos rôles et à la qualité de la formation et de la supervision offertes aux défenseuses principales des droits, se reflète dans la solidité de nos relations avec les personnes incarcérées, la confiance qu'elles nous accordent et la rétention de nos bénévoles. »

— Défenseuse principale des droits de l'ACSEF

« Si l'ACSEF ne faisait pas partie de la vie des personnes derrière les murs, beaucoup seraient perdues et sans espoir. L'ACSEF leur apporte un sentiment de paix et leur permet de se sentir entendues et de savoir qu'elles comptent. Sans l'ACSEF, le milieu carcéral serait beaucoup plus dommageable. »

— Ancienne défenseuse des pair(e)s et actuelle défenseuse régionale des droits bénévole, région du Pacifique

Être là pour changer les choses

Créer des relations et renforcer les mouvements – avec nos membres, notre secteur, nos partenaires internationaux et le public

Avec nos membres

Le réseau national de l'ACSEF regroupe 22 Sociétés Elizabeth Fry locales qui œuvrent dans des communautés partout sur ce territoire appelé Canada. Chaque société est profondément enracinée dans sa propre communauté et répond à ses réalités, mais elles sont toutes unies par un engagement commun envers le féminisme, les droits de la personne, la dignité et les soins communautaires. Ensemble, nous travaillons sur les conditions sociales, économiques et systémiques qui contribuent à la criminalisation et à l'incarcération, tout en apportant des réponses communautaires fondées sur l'appartenance, le bien-être, l'inclusion et la justice. Par notre collaboration, notre solidarité et notre croyance dans le pouvoir de l'action collective, nous partageons nos connaissances, renforçons la défense des droits, soutenons mutuellement notre travail et bâtissons un mouvement plus fort en faveur du changement social. En travaillant ensemble, nous amplifions les retombées collectives de nos actions et créons davantage de possibilités pour que les femmes et les personnes de diverses identités de genre criminalisées et marginalisées, ainsi que leurs familles, puissent s'épanouir au sein de leur communauté.

L'ACSEF est un réseau national de 22 Sociétés Elizabeth Fry locales.

Pourquoi c'est important

Le véritable changement se produit lorsque les communautés travaillent ensemble. Notre réseau amplifie l'expertise locale, renforce la défense collective des droits et fait progresser une vision commune fondée sur la dignité et l'appartenance.

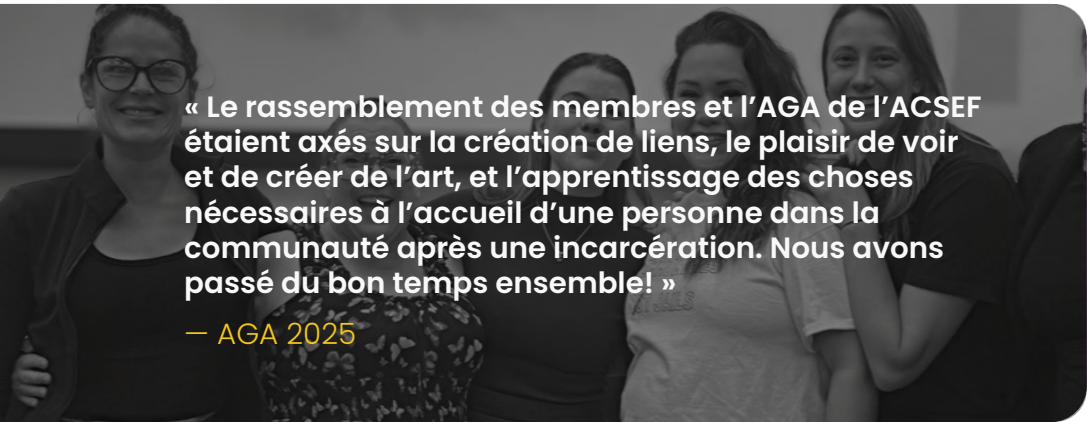
ÊTRE LÀ POUR CHANGER LES CHOSES

Rassemblement en personne et AGA à Chilliwack

Notre rassemblement en personne et notre assemblée générale annuelle de 2025 ont eu lieu à Chilliwack, en Colombie-Britannique, et ont réuni des personnes occupant des postes de direction, des défenseuses des droits, des membres du conseil d'administration et du personnel, des bénévoles et des personnes avec savoirs expérientiels provenant de l'ensemble du réseau Elizabeth Fry.

Pendant plusieurs jours, les personnes participantes ont pris part à des discussions stratégiques sur l'avenir du mouvement, partagé des pratiques prometteuses mises en œuvre par les sociétés locales, renforcé les liens régionaux et nationaux et exploré les moyens de continuer à répondre collectivement aux préjudices croissants de la pauvreté, de l'insécurité résidentielle, de la criminalisation et de la violence fondée sur le genre. Le rassemblement a délibérément créé des espaces de créativité, de réflexion et de renforcement des communautés par l'art, la célébration et les échanges culturels.

Nous avons eu l'honneur d'entendre Sara Tessier, de la Fondation Northpine, et Danielle Merasty, dont les réflexions sur l'appartenance, la réinsertion et la responsabilité communautaire nous ont amenées à réfléchir plus profondément à ce que signifie véritablement accueillir une personne dans sa communauté après une incarcération. Le rassemblement nous a rappelé que notre force réside dans nos relations. Les personnes participantes ont quitté la magnifique ville du Chilliwack avec une énergie renouvelée, des liens renforcés et une relation ludique à la ville après avoir participé à notre version de « THE AMAZING RACE CHILLIWACK ».



« Le rassemblement des membres et l'AGA de l'ACSEF étaient axés sur la création de liens, le plaisir de voir et de créer de l'art, et l'apprentissage des choses nécessaires à l'accueil d'une personne dans la communauté après une incarcération. Nous avons passé du bon temps ensemble! »

— AGA 2025



Les œuvres d'art figurant dans ce document ont été réalisées lors de l'assemblée générale annuelle de 2025 à Chilliwack.

Visites aux Sociétés Elizabeth Fry locales

Au cours de la dernière année, l'ACSEF a visité des Sociétés Elizabeth Fry locales partout au pays – de la Société Elizabeth Fry du nord-ouest de l'Ontario et de la Société Elizabeth Fry du nord-est de l'Ontario aux Sociétés de la région du Pacifique à Kamloops, Ashcroft, Vernon, Kelowna, Prince George et Vancouver. Chaque communauté est différente, façonnée par sa géographie, son histoire et ses besoins propres, et offre des services allant de la réduction des méfaits, du logement transitoire et des programmes de mise en liberté sous caution au soutien devant les tribunaux et à des espaces pour enfants conçus pour favoriser la sécurité plutôt que le jugement. Mais ce qui nous a le plus marquées partout où nous sommes allées, c'est tout ce que ces Sociétés ont en commun : un engagement indéfectible envers la communauté, le refus de laisser quiconque être défini par sa criminalisation et un profond souci des personnes, tangible dans tous les espaces que nous avons visités. Nous sommes extrêmement reconnaissantes de l'accueil chaleureux qui nous a été réservé et avons quitté chaque lieu inspirées par les communautés plus sûres et mieux connectées que ces Sociétés contribuent à bâtir chaque jour.



RÉINSERTION – CRÉER DES VOIES DE RETOUR À LA COMMUNAUTÉ

Cette année, l'ACSEF a lancé un

3 ANS

dans les régions des Prairies et de l'Atlantique, avec le généreux soutien de la Fondation Northpine.

L'objectif de ce projet est de renforcer le pont entre la prison et la communauté et d'améliorer l'accès des femmes et des personnes de diverses identités de genre à des soutiens coordonnés avant et après leur libération. Menée par les Sociétés Elizabeth Fry locales des deux régions, l'initiative vise à aider les personnes incarcérées et anciennement incarcérées à s'orienter dans les domaines du logement, des soins de santé, de la réunification familiale, du soutien au revenu, des liens culturels et d'autres facteurs essentiels à une réinsertion réussie dans la communauté. Le projet de réinsertion s'appuie sur le travail de longue date de l'ACSEF dans les établissements fédéraux dits pour femmes. Une approche collaborative permet de faire le lien entre les préoccupations relevées pendant l'incarcération et des soutiens pratiques et individualisés au moment où les personnes se préparent à être libérées et à retourner dans leur communauté.

Bien qu'il n'ait été lancé qu'en cours d'exercice 2025-2026, le projet a rapidement pris de l'ampleur. Les équipes de réinsertion ont établi une présence régulière à l'Établissement Nova pour femmes et au Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, identifié des membres clés du personnel du Service correctionnel du Canada, créé de nouveaux partenariats avec des organismes communautaires, mis en place des voies d'acheminement coordonnées entre les régions et établi des liens avec des centaines de femmes et de personnes de diverses identités de genre. Les premiers apprentissages confirment ce que nous avons toujours su : une réinsertion réussie repose sur les relations, la continuité du soutien et des liens solides avec la communauté.

À mesure que le projet pilote se poursuivra, il contribuera à renforcer la capacité de notre réseau à soutenir les femmes et les personnes de diverses identités de genre tout au long de leur parcours, de l'incarcération à la réinsertion dans la communauté, et cherchera à s'étendre à d'autres régions du pays.



À l'échelle du secteur

L'ACSEF continue de siéger à plusieurs coalitions et conseils d'administration afin de porter sa voix dans différents secteurs, d'approfondir leur compréhension des besoins des femmes et des personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale, de renforcer leur engagement envers ces besoins et de faire progresser des objectifs communs.

- Postes de leadership au sein de la Coalition Nouveau départ et des ANIJC
- Collaborations féministes nationales
- Groupe consultatif sur la défense des droits des patient(e)s
- Groupe de travail sur la stratégie concernant les personnes condamnées à perpétuité
- Comité consultatif sur le droit carcéral d'Aide juridique Ontario
- Campagne préélectorale Exigeons mieux
- Dialogues AMC-OSC sur les droits de la personne
- Inclusion des personnes trans dans les lieux de travail féministes

ENGAGEMENT INTERNATIONAL EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES DE DIVERSES IDENTITÉS DE GENRE CRIMINALISÉES

PIDCP

En février 2026, l'ACSEF s'est jointe à plus de 30 autres membres de la société civile canadienne aux Nations Unies, à Genève, en Suisse, à l'occasion de l'examen du Canada au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Nous avons ainsi présenté directement dans un processus international relatif aux droits de la personne des recherches indépendantes, des savoirs expérientiels et des connaissances issues des communautés. Notre mémoire abordait l'incarcération massive des femmes et des personnes de diverses identités de genre autochtones, les conditions carcérales et les obligations de l'État, les cadres institutionnels et juridiques ainsi que la violence fondée sur le genre en détention. Notre objectif : pousser les gouvernements à respecter leurs obligations en matière de droits de la personne, non seulement en principe, mais aussi dans la pratique.

L'ACSEF s'est réjouie des observations finales du Comité des droits de l'homme, qui reprenaient plusieurs demandes formulées par l'ACSEF et ses partenaires de la société civile, notamment l'accélération de l'échéancier imposé au gouvernement pour rendre compte de ses progrès.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies surveille la mise en œuvre par les pays du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), un accord mondial en matière de droits de la personne adopté en 1966 et entré en vigueur en 1976, et vérifie s'ils respectent les obligations qui en découlent.

Cinquante ans à transformer de grandes idées sur les droits de la personne en règles concrètes sur la façon dont les gouvernements doivent traiter les personnes.

« L'État partie devrait redoubler d'efforts pour prévenir et combattre le recours excessif à l'incarcération des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. Dans la mesure du possible, il devrait recourir davantage à des solutions de rechange à la détention, notamment à des programmes de justice réparatrice. »

— COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES, OBSERVATIONS FINALES CONCERNANT LE CANADA, MARS 2026



ENGAGEMENT INTERNATIONAL

CSW70

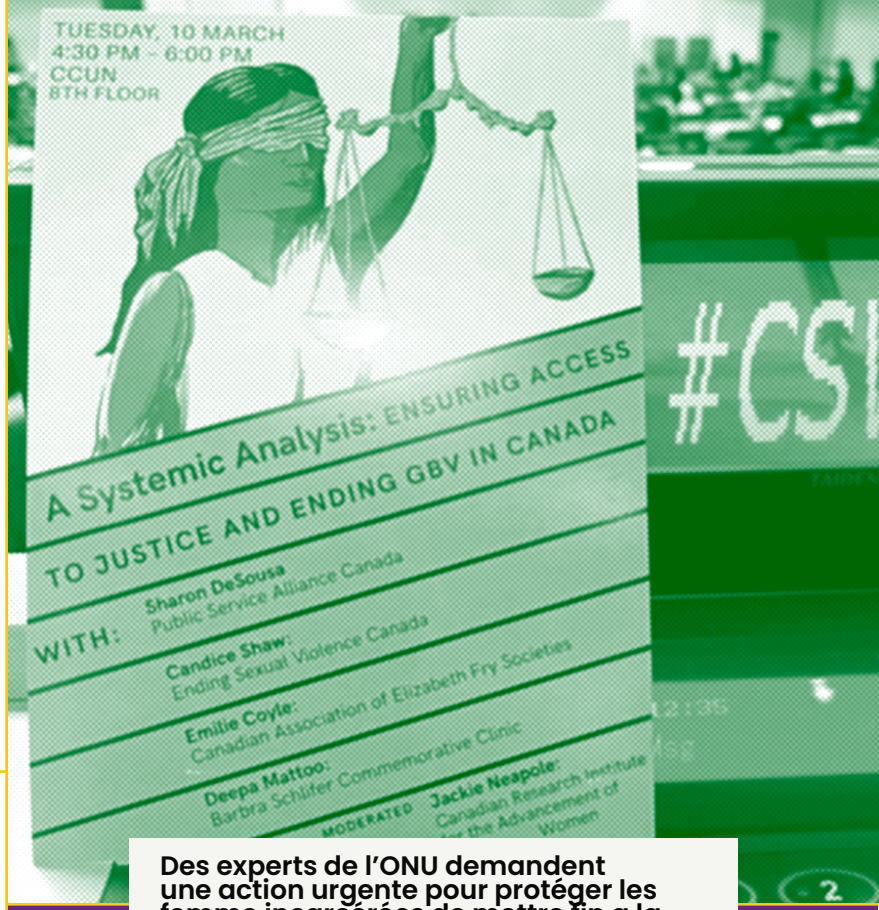
L'ACSEF a eu l'honneur d'être choisie pour faire partie de la délégation officielle du Canada à la 70e session de la Commission de la condition de la femme (CSW70), dirigée par Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC), aux côtés de cinq autres organisations de la société civile.

Nous sommes reconnaissantes d'avoir eu l'occasion de participer de façon significative à cette édition importante, au cours de laquelle la criminalisation des femmes a été reconnue pour la première fois par les Nations Unies comme faisant partie des expériences intersectionnelles qui nécessitent une attention particulière – une reconnaissance majeure du travail que nos membres accomplissent au quotidien.

Document de l'ACSEF en préparation des activités de défense des droits pour la 70e session de la Commission de la condition de la femme

En vue des activités de défense des droits à la CSW70, le Réseau canadien Beijing+30 a demandé à plusieurs organisations de la société civile de rédiger des documents de position sur le thème prioritaire de cette année : « Garantir et renforcer l'accès de toutes les femmes et de toutes les filles à la justice », notamment en favorisant des systèmes juridiques inclusifs et équitables, en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en s'attaquant aux obstacles structurels. L'ACSEF a présenté un document portant sur les défaillances systémiques du système de justice canadien et sur les conditions nécessaires à une transformation réelle.

Le document de l'ACSEF soutient qu'un accès égal à la justice exige de s'attaquer aux causes profondes de la criminalisation plutôt que de perpétuer les cycles de préjudices. Il met en lumière un système qui criminalise la pauvreté et les traumatismes et mène à l'incarcération massive des femmes autochtones, ainsi qu'un système carcéral profondément incompatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne.



Des experts de l'ONU demandent une action urgente pour protéger les femme incarcérées de mettre fin a la surcriminalisation avant de la CSW70.

« Aucune réforme à l'intérieur du système actuel de criminalisation et de punition ne peut le rendre conforme aux normes internationales en matière de droits de la personne. »

– Access to Justice for Women and Girls in Canada, document de l'ACSEF pour la CSW70



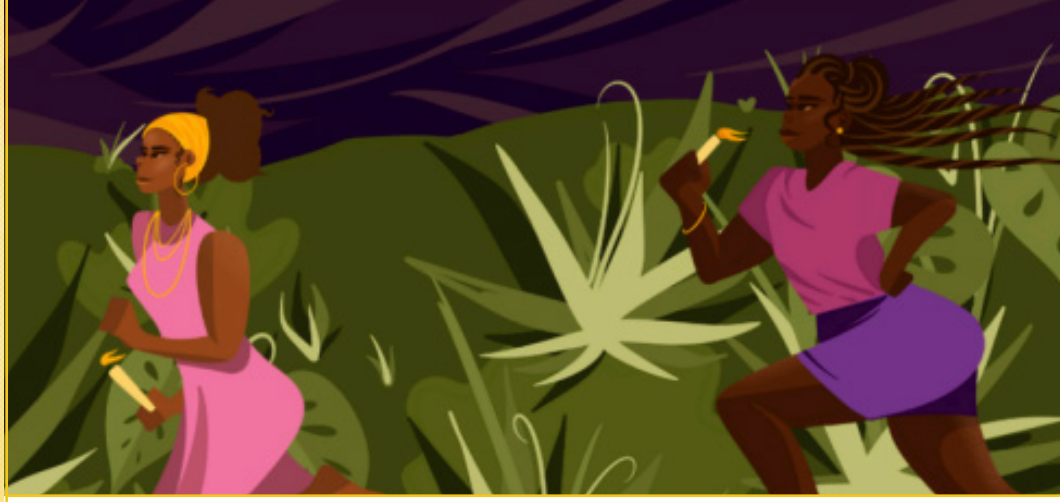
Groupe de travail sur la détention arbitraire

Cette année, l'ACSEF a réagi aux conclusions du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire à la suite de sa visite au Canada. Le Groupe de travail a exprimé des préoccupations quant aux effets disproportionnés de la détention et de l'emprisonnement sur les peuples autochtones, les communautés noires, les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes migrantes et les personnes ayant des problèmes de santé mentale.

Lorsque le rapport a été présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'ACSEF a fait une déclaration soulignant la nécessité de réduire le recours à l'incarcération et d'investir dans des réponses communautaires qui respectent les droits de la personne, la dignité et le bien-être.

Le rapport a confirmé bon nombre des préoccupations que l'ACSEF consigne depuis longtemps dans le cadre de son travail de défense des droits et a offert une occasion importante de porter les expériences des femmes et des personnes de diverses identités de genre criminalisées sur la scène internationale.

Les dialogues se sont articulés autour de trois grands thèmes : stratégies de remise en question des modèles punitifs, prévention de la violence et solutions concrètes de rechange à la criminalisation. Ils ont permis d'échanger des stratégies axées sur des solutions communautaires de substitution au système judiciaire, dirigées par des personnes survivantes et fondées sur la prévention, la guérison, la reddition de comptes et la solidarité.



Dialogues mondiaux pour le changement

Ce qui a commencé par une conversation lors de la session 2025 de la Commission de la condition de la femme (CSW) est devenu une collaboration transfrontalière dynamique visant à repenser la justice au-delà de la punition, dans une perspective féministe. De cette rencontre est né un espace collectif – piloté par Corporación Humanas, Inter Pares, l'ACSEF, Action Canada pour la santé et les droits sexuels et la Clinique commémorative Barbra Schlifer – qui a lancé une série de webinaires visant à amplifier les mouvements féministes et à remettre en question le punitivisme et la logique carcérale comme réponses à la violence fondée sur le genre.

« La véritable sécurité ne peut pas se fonder sur plus de solutions punitives, mais sur des réponses communautaires dirigées par les personnes survivantes, ancrées dans la culture et disposant de ressources suffisantes, qui s'attaquent aux causes profondes et renforcent la solidarité. Ces solutions de rechange ne sont pas théoriques : elles existent déjà. La question est maintenant de savoir comment les développer à plus grande échelle, les financer et les soutenir. »

— Global Dialogues for Change: Community Safety Beyond Punitive Approaches

BUDGET FÉDÉRAL ALTERNATIF 2026

L'ACSEF a contribué à la vision du Budget fédéral alternatif pour un Canada plus sûr, plus sain et plus équitable en proposant une feuille de route visant à réduire le recours à l'incarcération et à réinvestir dans les communautés. Le chapitre proposait que, plutôt que de continuer à dépenser des milliards de dollars dans des prisons qui ne s'attaquent pas aux causes profondes des préjudices, le gouvernement fédéral réoriente ses ressources vers le logement, les soins de santé mentale, les soutiens en matière de dépendance, la sécurité du revenu, l'éducation, les possibilités d'emploi et les services communautaires.

Le chapitre présentait une approche coordonnée visant à réduire l'incarcération de 30 % d'ici 2035 grâce à des investissements dans la prévention, la déjudiciarisation, le délestage des prisons et la réinsertion. Les recommandations comprenaient une réforme des casiers judiciaires, une mise en œuvre renforcée du Cadre fédéral visant à réduire la récidive, l'élargissement des solutions communautaires de rechange à l'incarcération et l'augmentation du soutien offert aux personnes pendant et après leur incarcération.

Essentiellement, le chapitre remettait en question l'idée selon laquelle les prisons créent la sécurité. Il soutenait plutôt qu'une sécurité durable est possible lorsque les personnes ont accès à un logement stable, à des soutiens réels, à des relations solides et à des possibilités d'épanouissement. La feuille de route offre un cadre concret pour réduire progressivement la population carcérale tout en investissant dans les communautés qui rendent l'incarcération moins nécessaire dès le départ.

HOUSING, MENTAL HEALTH CARE, ADDICTIONS SUPPORTS, INCOME SECURITY, EDUCATION, EMPLOYMENT OPPORTUNITIES, COMM

30% DE MOINS D'ICI **2035**

Le Budget fédéral alternatif propose une feuille de route pour réduire de façon significative et responsable l'incarcération de 30 % d'ici 2035.

– Budget fédéral alternatif 2026, groupe de travail du BFA

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Chaque dollar investi dans le logement, les soins de santé mentale, l'éducation et les soutiens communautaires est un dollar investi dans la prévention de la criminalisation et la réduction du recours à l'incarcération. Bâtir des communautés sécuritaires, c'est investir dans les personnes, pas dans les prisons.

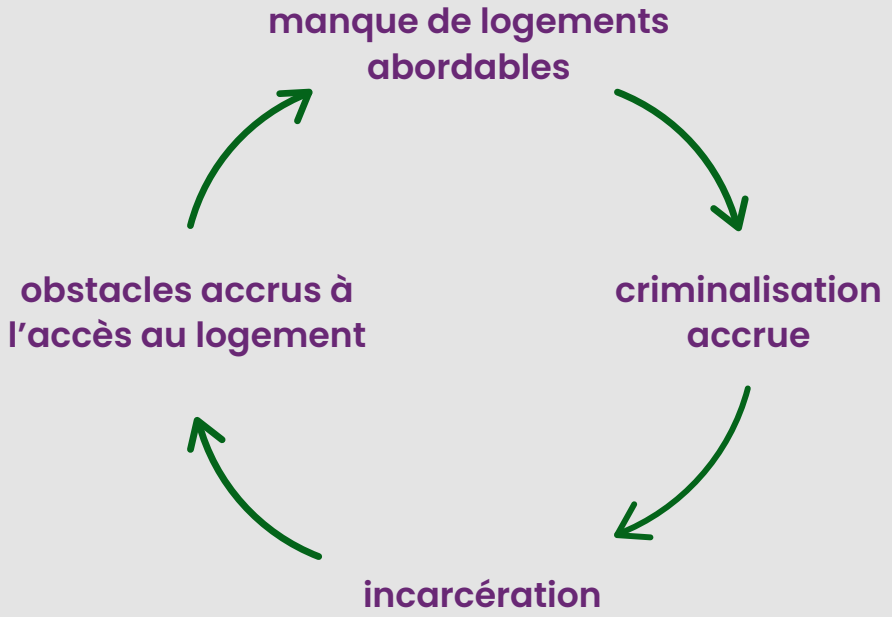
Le logement est un droit

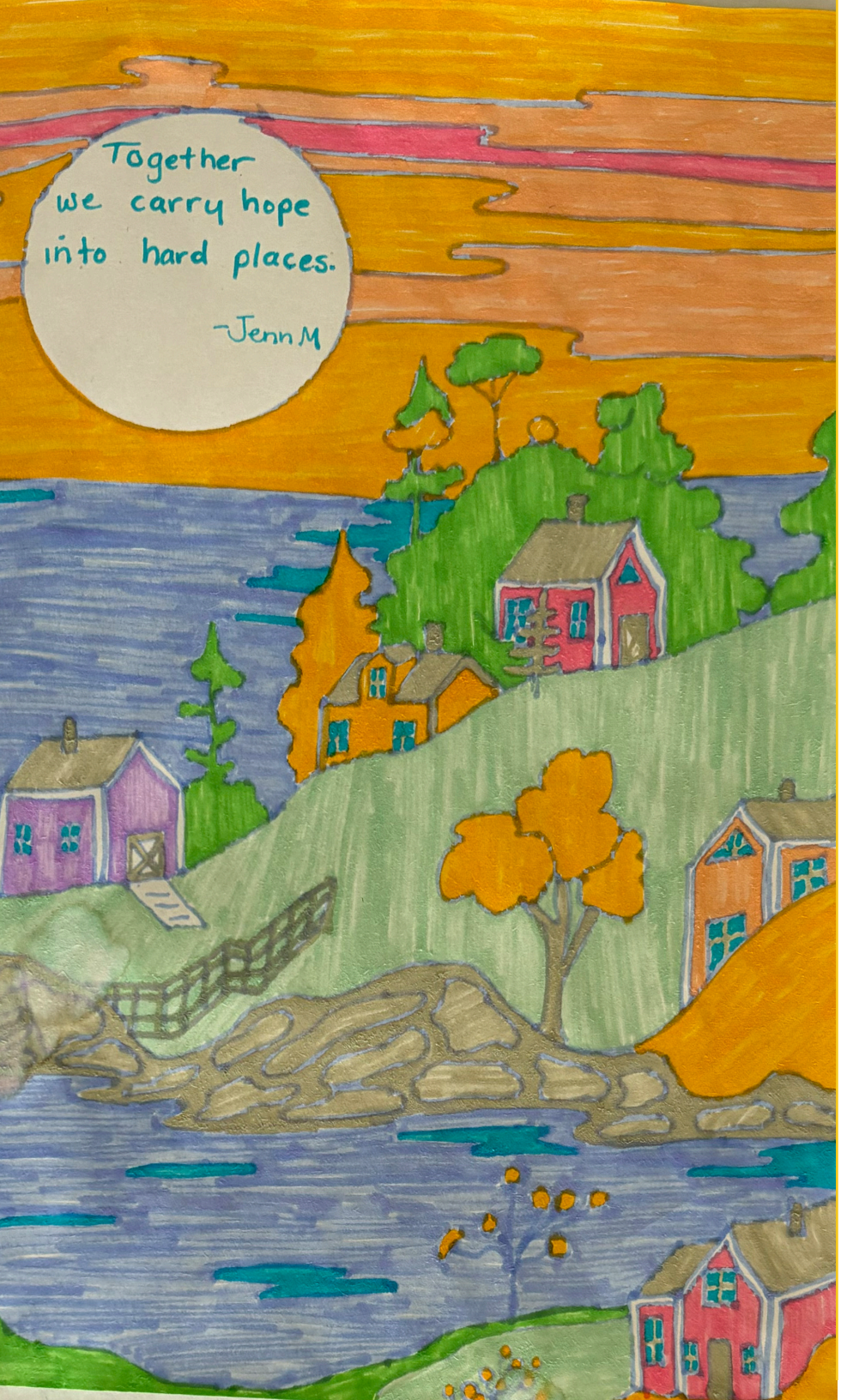
Comment l'ACSEF met en lumière le lien entre la criminalisation et la précarité résidentielle.

Pourquoi le logement, et pourquoi maintenant?

Le logement demeure une priorité nationale.

Maintenant que nous disposons d'une législation nationale sur le droit au logement et d'une défenseure fédérale du logement, de nouvelles possibilités s'offrent à nous de faire entendre nos voix et d'établir le lien entre le manque de logements adéquats et la criminalisation. Ce travail s'appuie sur le mandat de la défenseure fédérale du logement créé en vertu de la Loi sur la stratégie nationale sur le logement, qui offre à l'ACSEF de nouveaux mécanismes officiels lui permettant de porter directement ces liens à l'attention du gouvernement.





Semaine Elizabeth Fry 2025: le droit au logement

Le thème de la Semaine Elizabeth Fry 2025 était « Le droit au logement ». Nous y avons exploré les liens entre la criminalisation, l'incarcération et la précarité résidentielle. Le dévoilement de ces liens est essentiel pour comprendre comment les systèmes punitifs ciblent et gèrent de façon disproportionnée les communautés marginalisées. L'examen de ces intersections montre que le logement inadéquat, l'itinérance et la pauvreté donnent trop souvent lieu à des réponses carcérales plutôt qu'à un soutien social véritable, ce qui renforce les cycles d'exclusion et d'instabilité.

Tout au long de la semaine, nous avons eu l'honneur de présenter le travail de défense des droits mené par les Sociétés Elizabeth Fry locales partout au pays sur les enjeux de logement touchant les femmes et les personnes de diverses identités de genre criminalisées. Nous avons également organisé un panel public sur le droit au logement à l'échelle nationale, avec Stefania Seccia (directrice générale, Défense des droits et affaires publiques, Women's National Housing & Homelessness Network), Michelle Biss (directrice générale, Réseau national du droit au logement), John Gordon (sur les défis et les possibilités auxquels font face les fournisseurs de logements autochtones) et Patti Pettigrew (directrice générale, Thunder Woman Healing Lodge Society).



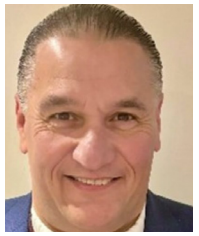
Stefania Seccia

Directrice générale, Défense des droits et affaires publiques, Women's National Housing & Homelessness Network



Michelle Biss

Directrice générale, Réseau national du droit au logement



John Gordon

Sur les défis et les possibilités auxquels font face les fournisseurs de logements autochtones



Patti Pettigrew

Directrice générale, Thunder Woman Healing Lodge Society

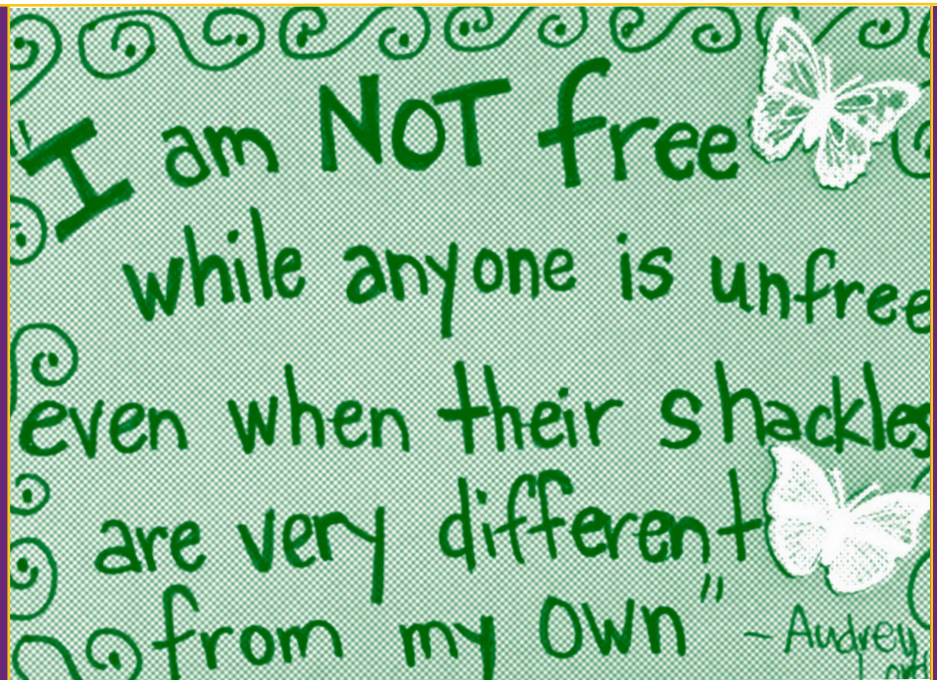
Commission d'examen de la défenseure fédérale du logement

En 2025, l'ACSEF a participé aux travaux de la commission d'examen mise sur pied par la défenseure fédérale du logement afin d'examiner les conditions d'itinérance vécues par les femmes et les personnes de diverses identités de genre au Canada.

Advocates, grassroots groups, lived experts, and national Des activistes, des groupes communautaires, des personnes avec savoirs expérientiels et des organismes nationaux se sont mobilisés en soumettant des témoignages et en participant à des discussions orales avec la commission, qui a entendu plus de 500 personnes et groupes. Ces démarches ont été complétées par des rencontres en personne, dont une organisée par l'ACSEF avec le Women's National Housing & Homelessness Network dans un pénitencier fédéral et une prison provinciale de la Nouvelle-Écosse. Il en résulte un dossier public et le portrait le plus récent des violations du droit au logement dont souffrent actuellement les femmes et les personnes bispirituelles, trans et de diverses identités de genre au Canada.
Le 24 novembre 2025, la commission d'examen a remis son rapport final et ses recommandations à l'honorable Gregor Robertson, ministre du Logement et de l'Infrastructure, marquant un moment charnière dans l'engagement du Canada envers l'égalité des genres et l'équité raciale en matière de logement. Le rapport souligne le droit des femmes et des personnes bispirituelles, trans et de diverses identités de genre à un logement sûr, adéquat et abordable, ainsi que le devoir du gouvernement de respecter ce droit. Après avoir écouté les personnes touchées, la commission a conclu que le Canada ne remplit pas encore les conditions nécessaires pour réaliser le droit au logement de manière inclusive, adaptée au genre et fondée sur les droits de la personne.

« L'ACSEF a été ravie de constater que la commission d'examen de la défenseure fédérale du logement avait intégré les voix et l'expertise des femmes et des personnes de diverses identités de genre criminalisées, y compris celles qui vivent en prison ou qui subissent la criminalisation dans la communauté. Lorsque les personnes sont punies plutôt que soutenues, la criminalisation ne règle pas les problèmes et rend encore plus difficile leur accès à un logement sûr et adéquat ainsi que l'exercice de leurs droits de la personne. »

— Emilie Coyle, directrice générale, ACSEF



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Le logement est un droit de la personne

— et c'est souvent l'une des premières choses que la criminalisation fait perdre. Un logement sûr, abordable et adéquat est l'un des moyens les plus efficaces de prévenir la criminalisation.

La recherche au service du changement

Le Centre de recherche sur les processus, les résultats et les répercussions de l'incarcération (CRPOI) continue de s'imposer comme une plateforme nationale de recherche collaborative sur l'incarcération au Canada, axée sur la justice et la reddition de compte envers les communautés. Sous l'égide de l'ACSEF, le CRPOI rassemble des chercheur(-euse)s, des organismes communautaires, des personnes œuvrant dans la défense juridique et politique ainsi que des personnes ayant vécu l'incarcération, afin de soutenir la production de connaissances qui étayent la défense des droits, les réformes juridiques et de politiques et les changements systémiques.

Grâce à une subvention de développement de partenariat du CRSH, le CRPOI contribue à l'objectif de l'ACSEF de devenir une organisation apprenante en renforçant les capacités de recherche, les partenariats et la mobilisation de connaissances accessibles ancrées dans le vécu. La collaboration universitaire est soutenue par des partenariats avec des chercheur(-euse)s et des établissements de partout au pays, notamment les codirectrices Tamara Humphrey (Université de Victoria) et Helen Brown (Université de la Colombie-Britannique). L'équipe du CRPOI comprend le coordonnateur Patrick Falle, qui supervise les activités quotidiennes; Kelsey Timler, qui dirige la rédaction des demandes de subvention; et Brianna Bourassa, qui agit comme gestionnaire de projets.

NETWORK GROWTH & COMMUNITY LEADERSHIP

Since launching in May 2025, CRPOI has grown to more than 160 members — including both individuals and member organizations across Canada — together representing upward of 350 people connected through the network. The network includes researchers, students, NGO representatives, legal and policy experts, members of the public, and 32 Expert Advisors with lived experience of incarceration who are motivated to collaborate on or lead research and advocacy initiatives. Roughly half of members identify as researchers, academics, or students, about a quarter come from NGO, legal, or policy backgrounds, and the remainder are CRPOI Expert Advisors and interested members of the public.

In its initial years, CRPOI has been guided by a National Steering Committee of 7–8 members with lived experience of incarceration, whose leadership helps ensure that CRPOI's work remains grounded in accessibility, community accountability, and meaningful participation. All Steering Committee members have experience leading and collaborating on research and advocacy projects spanning a wide range of topics related to incarceration.

LE CRPOI EN CHIFFRES:

350+
personnes reliées par le CRPOI

160+
membres provenant des milieux universitaire et à but non lucratif ou possédant des savoirs expérientels

32
expertes-conseil avec savoirs expérientiels

3
membres du personnel

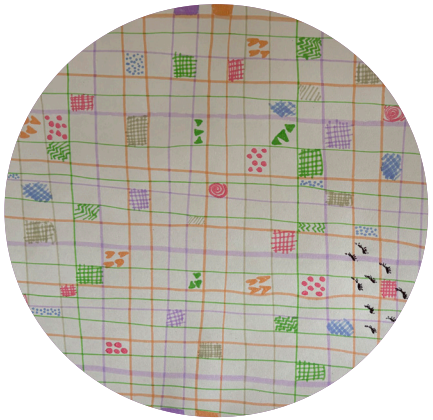
7-8
membres du Comité directeur national

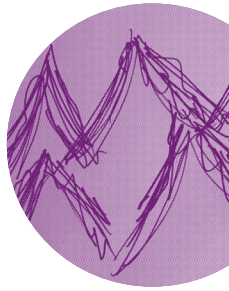
Certificat en méthodes de recherche appliquée

L'une des grandes réalisations du CRPOI cette année a été le lancement du Certificat en méthodes de recherche appliquée, élaboré avec l'École des sciences infirmières de l'Université de la Colombie-Britannique, le Département de sociologie de l'Université de Victoria ainsi que des universitaires avec savoirs expérientiels et des spécialistes communautaires. Créé en réponse aux commentaires de la communauté du CRPOI, le certificat comble le besoin de formation pratique en recherche des personnes ayant vécu l'incarcération qui contribuent à des recherches à titre de consultant(e)s, d'auxiliaires de recherche, de collaborateur(-trice)s ou de participant(e)s.

La première cohorte a permis à 14 personnes ayant vécu l'incarcération d'obtenir une certification universitaire grâce à quatre séances virtuelles de deux heures portant sur les fondements et l'éthique de la recherche, la conception de recherches, la collecte et l'analyse de données et la mobilisation de connaissances, auxquelles se sont ajoutées des séances hebdomadaires de « club de devoirs » facilitant l'aide aux travaux et la création de liens communautaires.

Le certificat répond au besoin de formation pratique en recherche des personnes ayant vécu l'incarcération qui contribuent à des recherches à titre de consultant(e)s, d'auxiliaires de recherche, de collaborateur(-trice)s ou de participant(e)s.







LE SAVIEZ-VOUS?

La première cohorte du Certificat en méthodes de recherche appliquée du CRPOI a permis à 14 personnes ayant vécu l'incarcération d'obtenir leur diplôme – ouvrant une nouvelle voie professionnelle vers les carrières en recherche.

POURQUOI C'EST IMPORTANT

La solidité d'un réseau de recherche dépend des personnes envers lesquelles il est responsable. Près d'un cinquième des membres du réseau du CRPOI ont vécu l'incarcération – non pas comme sujets de recherche, mais comme personnes qui codirigent la recherche.

A RECHERCHE AU SERVICE DU CHANGEMENT

GUIDE SUR LA RÉMUNÉRATION ET LES HONORAIRES

Au cours de la dernière année, le Comité directeur national a élaboré un Guide sur la rémunération et les honoraires afin de favoriser une rémunération juste et équitable des personnes ayant vécu l'incarcération qui mettent leur expertise à contribution dans le cadre de recherches, d'activités d'enseignement, de conférences, d'ateliers et d'autres contextes. Le guide encourage les chercheur(-euse)s, les établissements et les organisations à planifier la rémunération de manière plus intentionnelle, en tenant compte du temps de préparation, de l'expertise, des besoins en matière d'accessibilité et du contexte institutionnel. Il en est aux dernières étapes de révision et sera publié sur le site Web du CRPOI au cours des prochains mois.

MINISUBVENTIONS

Le CRPOI a poursuivi son initiative de minisubventions visant à soutenir la recherche communautaire et les projets de recherche à un stade précoce. Cette année, deux projets dirigés par des expertes-conseils ont reçu un soutien : l'un sur l'élaboration et l'évaluation de programmes destinés aux personnes âgées dans un établissement résidentiel communautaire, et l'autre sur les obstacles associés à la semi-liberté, notamment la pénurie de places, les conditions de libération conditionnelle et les écarts entre le droit, les politiques et la pratique. Le CRPOI dispose actuellement de fonds pour six minisubventions supplémentaires et étudie des moyens de pérenniser et d'élargir ce travail.

PARTAGE DES CONNAISSANCES ET COLLABORATION

Le CRPOI continue de renforcer l'accès aux connaissances issues de la recherche et des politiques qui soutiennent une défense des droits et une prise de décision éclairées par des données probantes. Au cours de la dernière année, le Centre a ajouté environ 100 nouvelles ressources à sa base de données réservée aux membres – articles de recherche, exposés de politiques et résumés en langage clair des nouveautés en matière de droit et de politiques publiques – et a diffusé plus de 30 appels à collaboration, à participation et à soutien à divers projets dans l'ensemble du réseau.

Cette année a marqué des progrès importants dans le développement du CRPOI comme réseau national de recherche ancré dans le leadership des personnes avec savoirs expérientiels et dans la reddition de comptes envers les communautés : croissance du nombre de membres, lancement de nouvelles possibilités de formation, élaboration de lignes directrices sur la rémunération, soutien de projets dirigés par les communautés et élargissement de l'accès aux connaissances.

Cette année, le CRPOI a ajouté environ

100

nouvelles ressources à sa base de données. réservée aux membres

CONFÉRENCE PERSPECTIVES CRITIQUES 2025

La 14e conférence annuelle Perspectives critiques – organisée par l'ACSEF et l'Université de Victoria et coorganisée par le comité national du CRPOI – a eu lieu à Victoria, en Colombie-Britannique, en mai 2025.







THÈME DE CETTE ANNÉE:
« Transformer la justice »





Le thème de cette année, « Transformer la justice », a offert un espace de dialogue critique sur la manière dont la justice est préservée ou compromise par les systèmes actuels au Canada.

La conférence a réuni des personnes œuvrant dans les milieux universitaire et communautaire afin qu'elles puissent échanger des idées et faire dialoguer différentes perspectives sur la manière de transformer les pratiques de justice dans les domaines du droit, du maintien de l'ordre, de la détermination de la peine, de l'incarcération, de la politique et de l'organisation communautaire.

ANNEXE A

Conditions de détention

EXERCICE FINANCIER 2025–2026

À la suite de l'examen de 44 lettres de défense systémique des droits provenant de l'Établissement Grand Valley, de l'Établissement d'Edmonton pour femmes, de l'Établissement de la vallée du Fraser, du Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci et de l'Établissement Nova pour femmes, sept thèmes clés se sont dégagés de façon constante dans l'ensemble des pénitenciers.

« Voir des problèmes être soulevés mois après mois et constater qu'ils sont peu à peu pris en charge est extrêmement gratifiant. Surtout, c'est un honneur de voir les défenseuses des paires et d'autres personnes incarcérées prendre confiance, partager leurs expériences, déposer des plaintes et défendre elles-mêmes leurs droits. »

– Défenseuse régionale des droits bénévole, équipe régionale de l'Atlantique

Ces catégories représentent de grands regroupements thématiques; bon nombre des préoccupations signalées recoupaient plusieurs catégories. Comme les femmes et les personnes de diverses identités de genre autochtones représentent plus de 50 % des personnes détenues dans les pénitenciers fédéraux dits pour femmes, tous ces problèmes les touchent de façon disproportionnée, et leurs préoccupations traversent toutes les grandes catégories.

44
LETTRES DE DÉFENSE SYSTÉMIQUE DES DROITS

7
THÈMES CLÉS

5
ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX

Problèmes les plus fréquemment signalés

selon le nombre de lettres

- 28 Accès aux soins de santé et aux soins dentaires
- 28 Obstacles à la mise en liberté sous condition et à la réinsertion
- 25 Conditions dans les unités à sécurité maximale
- 25 Conditions matérielles de détention
- 24 Accès aux soutiens familiaux et communautaires
- 20 Participation, équité procédurale et prise de décision
- 11 Soutiens culturels et spirituels autochtones

problèmes couramment signalés

1 ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ ET AUX SOINS DENTAIRES

Les préoccupations liées aux soins de santé figuraient parmi les problèmes les plus fréquemment signalés dans les pénitenciers fédéraux dits pour femmes. Les personnes ont décrit de longues attentes pour les services médicaux et dentaires, des difficultés d'accès aux soutiens en santé mentale, des obstacles aux soins d'affirmation de genre, des préoccupations concernant la gestion des médicaments et des réponses inadéquates à la douleur chronique et aux besoins liés à la consommation de substances, ainsi que des problèmes de confidentialité et de continuité des soins.

« Parmi les préoccupations en matière de soins de santé signalées aux défenseuses des droits figurent l'accès aux soins dentaires urgents, aux opérations chirurgicales d'affirmation de genre et à des spécialistes de la douleur dans la communauté. Chaque personne a déclaré vivre quotidiennement avec de la douleur et voir sa qualité de vie diminuer en raison de ses problèmes de santé. »

– Lettre de défense des droits de mai 2025, Établissement de la vallée du Fraser

.

2 OBSTACLES À LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION ET À LA RÉINSERTION

Les personnes ont signalé des obstacles nuisant à leur capacité de se préparer à leur libération et de réussir leur réinsertion dans la communauté, notamment des retards dans la préparation à la libération conditionnelle et les examens des cotes de sécurité, un accès limité aux possibilités d'éducation et de formation professionnelle, une offre de programmes insuffisante et des difficultés à s'orienter dans les processus liés aux plans correctionnels.

« Des personnes ont expliqué que la diminution des possibilités d'études postsecondaires nuit à leur capacité de se développer sur les plans professionnel et scolaire pendant leur incarcération, ce qui réduit leurs possibilités à long terme. »

– Lettre de défense des droits d'août 2025, Établissement Grand Valley

3 CONDITIONS DANS LES UNITÉS À SÉCURITÉ MAXIMALE

Les personnes logées dans les unités à sécurité maximale ont signalé certaines des conditions de vie les plus restrictives consignées dans les lettres de défense des droits cette année : accès limité aux programmes, à l'emploi, au temps à l'extérieur, au téléphone et aux interactions personnelles, mauvaise qualité des aliments et manque de transparence quant aux décisions de classification et aux transfèrements.

« Plusieurs personnes ont déclaré avoir l'impression d'être "entreposées", avec un accès limité aux activités et aux programmes, alors qu'elles souhaitent avoir des occasions de progresser dans leur plan correctionnel et de réduire leur cote de sécurité. »

– Lettre de défense des droits de mai 2025, Établissement Nova pour femmes

4 CONDITIONS MATÉRIELLES DE DÉTENTION

Les personnes ont continué à signaler des préoccupations concernant les environnements physiques dans lesquels elles sont détenues : températures extrêmes, ventilation insuffisante, surpopulation, obstacles à l'accessibilité, accès réduit aux espaces extérieurs et ressources d'hygiène insuffisantes.

« Des personnes ont parlé des effets de la chaleur extrême – léthargie, nausées, sentiment général d'être accablées par la chaleur – ainsi que des difficultés causées par le manque de circulation d'air dans les maisons. »

– Lettre de défense des droits de juin/juillet 2025, Établissement Nova pour femmes

5. ACCÈS AUX SOUTIENS FAMILIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le maintien des liens familiaux et communautaires demeure un défi important. Parmi les préoccupations signalées figurent les retards dans la distribution du courrier, l'accès restreint au téléphone, les obstacles aux visites et à la correspondance, les difficultés d'accès aux permissions de sortir avec escorte (PSAE), les obstacles au maintien des relations parent-enfant et les transfèrements interrégionaux.

« Les témoignages provenant du Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci font état de difficultés à maintenir des liens étroits avec la famille, tant au moyen des permissions de sortir avec escorte (PSAE) que des appels téléphoniques. »

– Lettre de défense des droits d'octobre 2025, Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci

6. PARTICIPATION, ÉQUITÉ PROCÉDURALE ET PRISE DE DÉCISION

Les personnes ont signalé des préoccupations concernant leur capacité de participer véritablement aux décisions touchant leur liberté, leur plan correctionnel et leur vie quotidienne – notamment une consultation limitée au sujet des plans correctionnels et des examens des cotes de sécurité, des retards dans la prise de décision, des obstacles à l'accès aux renseignements utilisés dans les décisions correctionnelles et peu d'occasions de régler les problèmes de manière informelle.

« Des personnes ont déclaré avoir l'impression que des allégations non étayées formulées par des paires sont versées à leur dossier au SCC et que ces allégations nuisent à leur capacité de progresser dans leur plan correctionnel et d'accéder à une mise en liberté sous condition. »

– Lettre de défense des droits de juin 2025, Établissement de la vallée du Fraser

7. INDIGENOUS CULTURAL AND SPIRITUAL SUPPORTS

Les personnes autochtones ont signalé des obstacles persistants à l'accès aux soutiens culturels, spirituels et cérémoniels, notamment un accès irrégulier aux Aîné(e)s, une offre limitée de programmes destinés expressément aux personnes autochtones et des problèmes liés à la manipulation de remèdes sacrés et d'objets cérémoniels pendant les fouilles dans les établissements.

« Des personnes ont signalé que des membres du personnel du SCC avaient fouillé leurs balluchons sacrés lors de fouilles de routine des cellules sans respecter les pratiques ou protocoles culturels appropriés. Cette pratique de fouille a été décrite comme une violation et un manque de respect. »

– Lettre de défense des droits de novembre 2025, Établissement d'Edmonton pour femmes



Notre réponse aux préoccupations signalées

Tout au long de l'année, l'ACSEF a eu recours à la défense des droits individuelle et systémique pour soulever des préoccupations directement auprès des équipes de direction des établissements et aider les femmes et les personnes de diverses identités de genre à surmonter les obstacles qui nuisent à leur bien-être, à leurs droits et à leur réinsertion. Nos équipes de défense des droits ont tenu près de 50 rencontres avec les équipes de direction des pénitenciers fédéraux dits pour femmes et ont communiqué directement avec la haute direction afin de soulever des préoccupations urgentes entre les rencontres et de réagir à de nouveaux problèmes, comme les placements en unité d'intervention structurée et les confinements institutionnels.

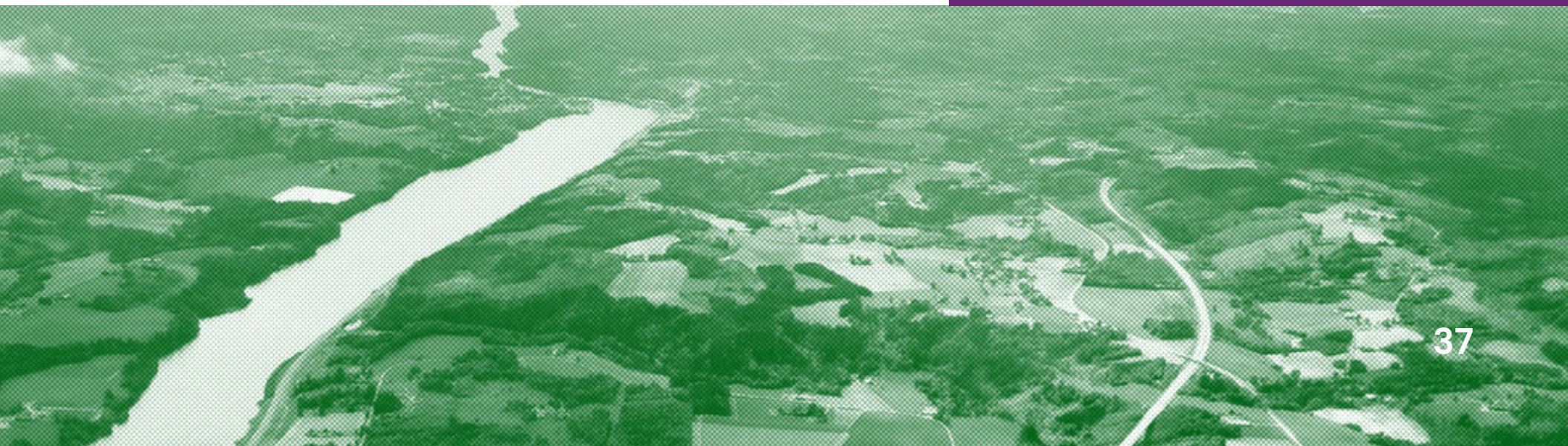
Nos lettres comprennent des recommandations visant à améliorer l'accès aux soins de santé, à renforcer les liens familiaux et communautaires, à éliminer les obstacles à la mise en liberté sous condition et à la réinsertion, à élargir les soutiens culturels et spirituels autochtones, à accroître la participation aux décisions correctionnelles et à garantir des conditions de détention respectueuses de la dignité.

Nous défendons constamment des approches tenant compte des traumatismes et centrées sur la personne, fondées sur les principes de La création de choix, l'équité procédurale, la consultation véritable des personnes concernées et le recours aux mesures les moins restrictives possible.

Nos lettres de défense des droits et nos discussions avec les établissements ont également guidé le travail national entre la direction de l'ACSEF et celle du Secteur des délinquantes du SCC, contribuant à des discussions sur les politiques et à une amélioration des pratiques. Nous avons aidé des dizaines de femmes et de personnes de diverses identités de genre à déposer des plaintes et des griefs, transmis nos lettres de défense des droits et d'autres dossiers de preuve à des organisations de la société civile et à des partenaires de coalition, et préparé des mémoires et des lettres de soutien concernant la libération conditionnelle, la réévaluation des cotes de sécurité, les possibilités d'emploi et d'autres décisions correctionnelles.

« La participation des personnes incarcérées aux décisions concernant leurs programmes correctionnels et leur liberté est fondamentale pour réaliser les principes de La création de choix et la mission du SCC. »

– Lettre de défense des droits de mai 2025, Établissement de la vallée du Fraser



Améliorations concrètes cette année

Premières visites familiales privées depuis 2018 à l'Établissement d'Edmonton pour femmes

La défense des droits a contribué à améliorer les contacts familiaux : à l'Établissement d'Edmonton pour femmes, l'unité de visites familiales privées a rouvert pour des visites familiales privées pour la première fois depuis 2018.

Première représentation du secteur à sécurité maximale de l'Établissement de la vallée du Fraser

La représentation par les pair(e)s et le partage des connaissances ont été renforcés : à l'Établissement de la vallée du Fraser, une représentante de l'unité à sécurité maximale a été embauchée pour la première fois au sein du comité des détenues, et l'ACSEF a commencé à publier une chronique régulière dans l'infolettre Inside Ink pour mettre en lumière les principaux enjeux relatifs à la défense des droits.

Amélioration de l'accès aux soins dentaires à l'Établissement Grand Valley

Certains obstacles aux soins de santé ont été levés : à l'Établissement Grand Valley, un archivage constant et un grief collectif ont permis de révéler des enjeux liés aux processus de triage dentaire, et la direction de l'établissement a mis en œuvre des changements qui ont amélioré l'accès aux services.

Rétablissement de programmes après environ dix ans à l'Établissement d'Edmonton pour femmes

L'accès aux programmes dans les unités à sécurité maximale s'est amélioré : à l'Établissement d'Edmonton pour femmes, des programmes correctionnels ont été offerts dans l'unité à sécurité maximale pour la première fois depuis environ dix ans.

Même si toutes les préoccupations n'ont pas été réglées pendant la période visée, la défense des droits a permis de les consigner, de les signaler à un niveau supérieur et de les soumettre aux responsables de la prise de décision dans les établissements – ce qui a mené à des discussions continues, des examens et des engagements concernant l'accès aux soins de santé, les contacts familiaux, les permissions de sortir avec escorte, les soutiens culturels autochtones, les services de santé mentale, la participation aux comités et les conditions de détention dans plusieurs pénitenciers.

Regarder vers l'avenir

Les préoccupations consignées lors des visites de défense des droits de cette année démontrent l'importance d'une défense indépendante et communautaire des droits des personnes en prison. Par ses visites de défense des droits, la participation de ses bénévoles, ses initiatives de défense des droits par les pair(e)s et sa production de lettres de défense systémique des droits, l'ACSEF continue d'amplifier les voix des femmes et des personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale, tout en constituant un dossier de preuve grandissant sur les conditions de détention dans le système carcéral fédéral canadien. Grâce à 46 visites dans les établissements, 44 lettres de défense systémique des droits, des centaines d'heures de défense des droits assurées par des bénévoles et un soutien continu aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre purgeant une peine fédérale, l'ACSEF veille constamment à la reddition de comptes, fait progresser les droits de la personne et constitue un dossier de preuve de plus en plus étoffé sur les conditions de détention partout au Canada.

« Mais plus important que tout, ce sont les liens qui se créent par-delà les frontières que le système tente de tracer entre nous. Être solidaires des femmes et des personnes de diverses identités de genre criminalisées et veiller à ce qu'elles sachent qu'elles sont vues et valorisées, voilà ce qui donne tout son sens à ce travail. Cela nous rappelle que nous sommes toutes liées, et que le véritable changement ne se produit que lorsque nous sommes présentes les unes pour les autres. »

— Défenseuse régionale des droits bénévole, équipe régionale des Prairies

La force des partenariats

Femmes et Égalité des genres Canada
Women and Gender Equality Canada

Public Safety Canada
Sécurité publique Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Northpine Foundation

DAWN Canada

THE LAW FOUNDATION OF BRITISH COLUMBIA

The Law Foundation of Ontario

Canada

THE NATIONAL SIXTIES SCOOP HEALING FOUNDATION OF CANADA

CRIAW ICREF